

Une multinationale coûte en moyenne 300 millions d'euros par an à la collectivité

Les vrais assistés de la société française ne sont pas forcément ceux qui sont le plus souvent montrés du doigt. Les gouvernements successifs ont fait de la préservation de la “compétitivité” des entreprises françaises leur mantra. “Compétitivité” qui s’est traduite par des allègements de cotisations sociales, par une précarisation de l’emploi, par des cadeaux fiscaux toujours plus importants, et qui a également servi à justifier l’absence d’action ambitieuse pour s’attaquer à la pollution de l’air ou réduire nos émissions de gaz à effet de serre.



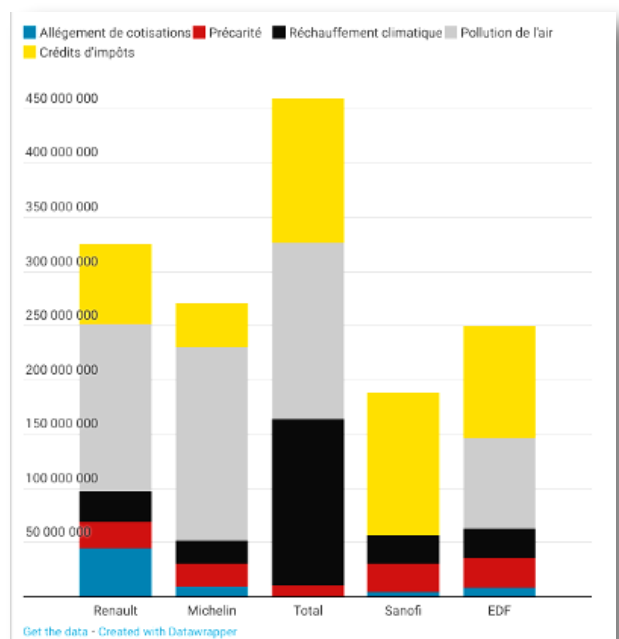
Une étude publiée par le **Basic** et l’Observatoire des multinationales à l’occasion de la parution du “**Véritable bilan annuel des grandes entreprises françaises**” essaie pour la première fois de mettre un prix sur ces politiques.

➤ à télécharger [ici](#).

Elle examine les “coûts sociétaux” imposés à la collectivité (État, collectivités locales et sécurité sociale) par cinq grandes multinationales françaises — Total, Michelin, Renault, EDF et Sanofi — du fait des mesures de moins-disant social, fiscal et environnemental destinées à préserver leur “compétitivité”.

Résultat : le fardeau financier imposé chaque année aux budgets publics par ces entreprises s’échelonne entre 165 et 460 millions d’euros par an.

C’est davantage que le montant des impôts que ces entreprises versent chaque année en France. Or, l’impôt sur les sociétés n’est pas tant destiné à compenser les coûts sociétaux qu’à financer les infrastructures, le système éducatif ou judiciaire, dont ces entreprises ont aussi besoin pour fonctionner. Et encore, cette estimation ne prend en compte que les coûts réels et tangibles déjà encourus par la collectivité.



Si l'on incluait les coûts subis par les particuliers sur le long terme, ou des coûts intangibles calculés par certains économistes, comme le prix d'une vie humaine en bonne santé, le fardeau imposé par ces multinationales à la société atteindrait rapidement des hauteurs stratosphériques, effaçant les bénéfices qu'elles réalisent chaque année.

Admettons que les politiques de soutien à la compétitivité de nos entreprises soient coûteuses. Sont-elles au moins efficaces ? Les chiffres que nous avons collectés pour le "véritable bilan annuel" suggèrent que non. Toutes les entreprises de notre échantillon, à l'exception d'EDF, ont vu leur effectif en France diminuer depuis 2010, alors même que leur effectif mondial et leur chiffre d'affaires cumulé croissaient de plus de 10 % sur la même période. Une tendance que l'on retrouve à l'échelle de tout le CAC40, qui a vu ses effectifs en France baisser de 20 % depuis 2010, malgré un chiffre d'affaires en hausse¹. Sur la même période, les dividendes ont bondi de 44 %. Soit une privatisation des bénéfices, et une socialisation des coûts...

Olivier Petitjean

A lire sur notre Observatoire des multinationales :

- *Allègements sociaux, cadeaux fiscaux, pollutions, précarité : enquête sur le fardeau financier que les multinationales imposent à la société*
- *Le véritable bilan annuel des grandes entreprises françaises*, à télécharger [ici](#).



¹ Plus de détails dans [cet article](#), extrait du "véritable bilan annuel des grandes entreprises françaises".